

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-1071

présenté par

Mme Descamps, Mme Thill, Mme Auconie, M. Benoit, M. Guy Bricout, M. Labille, M. Lagarde,
M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, Mme Sanquer, Mme Six, M. Warsmann et M. Zumkeller

ARTICLE 33**ÉTAT B****Mission « Enseignement scolaire »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	0
Vie de l'élève	1 000 000	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	1 000 000
Enseignement technique agricole	0	0
TOTAUX	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement est un amendement d'appel incitant le Gouvernement à la création d'un nombre plus important de postes d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH).

Si l'accompagnement de ces élèves semble meilleur depuis quelques années, certains élèves ne sont toujours pas accompagnés et ne peuvent donc pas faire leur rentrée comme tous les enfants.

L'accompagnement des élèves en situation de handicap est indispensable pour favoriser l'inclusion scolaire et l'inclusion scolaire est indispensable pour que ces enfants puissent s'instruire, développer leur esprit critique, s'émanciper et faire société.

L'objet du présent amendement vise à attribuer 1 000 000 d'euros à l'action 03 « Inclusion des élèves en situation de handicap » du programme 230 « Vie de l'élève » au détriment de l'action 03 « Communication » du programme 214 « Soutien de la politique de l'Éducation nationale ».

Cette réduction a pour but de se conformer aux exigences de la loi organique relative aux lois de finance qui oblige, lorsque l'auteur d'un amendement souhaite augmenter les crédits d'un programme, à diminuer les crédits d'un autre programme d'autant.

Il n'est pas envisagé de restreindre les moyens alloués à la communication en soutien de la politique de l'Éducation nationale mais simplement d'ouvrir le débat sur la hausse du nombre de postes d'AESH.